

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

21 DÉCEMBRE 1978 AU 3 JANVIER 1979

8^e ANNÉE — N° 283 — 4,00 F

danger : **sectes**



algérie :
l'après
boumedienne

page 4 et 5

l'europe verte
l'espoir déçu

page 6 et 7

henri pourrat

page 10



L'Europe encore !... Nous annonçons sa mort la quinzaine dernière. Ce dont nous constatons la disparition, c'était la communauté rêvée. Il est intéressant de savoir ce qu'il en est au-delà des illusions et des désillusions. Notre cellule économie fait le point de la politique agricole commune en soulevant de drôles de lièvres (nos pages centrales). Depuis l'appel lancé par Jacques Chirac, la question est posée : les gaullistes franchiront-ils le pas de la rupture (éditorial de Bertrand Renouvin) comme les y incite vigoureusement Alexandre Sanguinetti (article d'Hubert Bocquillon en page Lire).

Pendant ce temps, la vie continue. M. le Tac veut rouvrir les « maisons » (Presse au crible), les paysans du Larzac sont retournés chez eux, floués tandis que le giscardisme tentait une opération séduction des jeunes à grand renfort d'argent. Nos militants sont intervenus pour dénoncer la manœuvre (Nation Française). A l'étranger, le retrait de la scène politique du colonel Boumédiène pose le problème de l'avenir de l'Algérie, Jacques Destouches a interrogé à ce sujet Paul Balta. Il n'est pas trop tard pour s'interroger sur le phénomène des sectes aux Etats-Unis (Cyrille Auboyneau en page 3) qui ne tardera pas à s'étendre chez nous.

L'actualité littéraire propose à notre réflexion la morosité contemporaine (Idées de Gérard Leclerc) au moment où la réédition des contes d'Henri Pourrat nous permet d'y échapper (Ghislain Sartoris en Lettres). Enfin, innovation de ce numéro la page mouvement change de peau. Lisez Paul Chassard en page 11.

dé-tac-tive :

« ils livrent la France à des européens sadiques ! »

Non il ne s'agit pas encore de l'Europe, mais de la proposition de loi de Joëlle Tac, quoique, après tout, il ne soit pas exclu que l'Europe soit une affaire de mœurs.

Il ressort du texte présenté par M. le Tac que : « les maires peuvent réglementer l'exercice de la prostitution, notamment en le soumettant à un contrôle médical ou en le restreignant à certains lieux... » Pour Libération (6/12) il s'agit de « la municipalisation des bordels ». Plus précisément du passage de la prostitution libre à la tolérance des maisons par le biais d'une autorisation administrative moralisatrice. Après tout, l'Etat vend bien du tabac et paye Simone Weil pour lutter contre, répand l'alcool et dénonce ses ravages. Pourquoi pas demain de la fesse puisque Monique Pelletier est déjà en place. Les bons apôtres que voilà !

La prostitution est une misère, et pas seulement sur le plan de la morale où la religion donne des contours douteux aux problèmes de la chair. La prostituée avant son « crime », sa faiblesse, son métier, ou tout simplement sa volonté est un être humain. Qu'en faisons-nous ? Rien. Hier, Stoléro payait les étrangers pour qu'ils foutent le camp, aujourd'hui le Tac propose de favoriser des situations pour la plupart du temps insupportables. « Dans tous les cas, les apparences seraient sauvées. Mais quels avantages pour les prostituées ? Sans doute de passer d'un proxénète voyou à un proxénète fonctionnaire » écrit Le Monde (6/12). Mais l'hypocrisie finit par se dévoiler dans les motifs de la loi : « les maisons de tolérance s'inscrivent dans le dessein d'empêcher que ne s'extériorise le mal et que s'en aggravent les effets. L'avoir sorti des « maisons » pour le répandre dans la

rue a-t-il permis vraiment de le réduire ou du moins de le minimiser ? » En clair, le mal n'est pas, pour M. le Tac, la prostitution mais le fait qu'elle s'exerce dans la rue. Mesdames, pour vivre mieux, vivez cachées ! Ne viennent pas d'ailleurs d'interdire les titres et les photos avantageuses de Détective sur les trottoirs ?

Et comme « l'Etat ne veut pas prendre directement la responsabilité de ce contrôle, mais se satisferait du relais privilégié que peuvent constituer les maires, à la fois paravent et maquerelle... » (Libération 6/12) on invoque les troubles à l'ordre public qui, art. 96 du code des communes, impliquent la mise en œuvre des pouvoirs de police du maire. Les réactions sont généreuses.

Pour l'Humanité : « officialiser les quartiers réservés, c'est renforcer un système qui pousse l'être humain à se vendre ». Pour F. d'Harcourt, le texte aboutit à « institutionnaliser l'exploitation financière de ce fléau social ». Mais personne ne propose rien d'autre que ces

objections benoîtes, qui, pas plus que le rapport Pinot, (Monsieur Prostitution), disparu par hasard, ne viennent proposer une prise de conscience cohérente.

Car comme le dit Lutte Ouvrière (9/12) : « en réalité, chacun sait fort bien que la prostitution existe au vue et au su de la police, et même avec son accord ».

D'autre part, la prostitution ne concerne pas que les femmes mais les hommes et même les enfants. « Prôner une quelconque réglementation, écrit Rouge, (10/12), un quelconque statut ne revient qu'à enfermer les femmes prostituées dans leur condition ».

Comment peut-on être aussi méprisant, ne penser qu'aux effets sans attaquer les causes. Nous n'irons pas aux filles, M. le Tac. Non à vos bordels, et comme l'Assemblée nationale, vu les propositions de ses députés, semble en être devenue un, qu'on la ferme aussi.

Jacques BLANGY

BROCHURE DE PROPAGANDE

Une nouvelle petite brochure de propagande de 12 pages est maintenant disponible.

Son thème général : **Pourquoi la monarchie, mieux que le système actuel, est-elle à même de résoudre un certain nombre de problèmes cruciaux pour l'avenir de notre pays.** Quatre sujets abordés : la politique étrangère, la région, l'enseignement, l'économie.

Tarif : 1 ex. 2 F - 10 ex. 13 F - 50 ex. 48 F - 100 ex. 80 F - 200 ex. 146 F - 300 ex. 200 F (les frais de port sont inclus dans ce tarif).

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 742-21-93

— Abonnements :

3 mois : 30 F

6 mois : 50 F

1 an : 90 F

soutien : à partir de 150 F

C.C.P. Royaliste 18 104 06 N

Paris

— Changements d'adresse : joindre

la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour

les frais

— Les illustrations et les photos

de ce numéro ont été

fournies par le groupe audiovisuel

et sont la propriété

du journal

— Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

— Imprimé en France - diffusion

N.M.P.P.

N° Commission paritaire : 51700



Alors que le chômage, conséquence de la politique de Giscard s'accroît et touche en majorité les jeunes, le gouvernement a organisé une « semaine de la jeunesse » du 3 au 10 décembre, Porte de Versailles sous le patronage de M. Soisson, ministre de la Jeunesse et des Sports, pour « informer » les jeunes sur leur avenir.

Cette semaine « apolitique » qui s'est terminée par un discours lénifiant de Giscard sur les jeunes et l'Europe n'a été en fait qu'une manœuvre pour masquer l'impuissance du pouvoir à résoudre les problèmes des jeunes. Tous les organisateurs de cette semaine étaient curieusement des giscardiens et seuls les mouvements modérés avaient été invités... Mais le scandale est que cette opération politicienne a été réalisée grâce aux deniers publics. Aussi les jeunes royalistes de la Fédé de Paris se devaient de réagir. Après s'être introduits à l'intérieur du salon sans payer, des dizaines de militants ont distribués des milliers de tracts, à deux jours d'intervalle, pour protester contre l'hypocrisie gouvernementale. « Les problèmes des jeunes ne se résolvent pas par des Salons ni par des promesses », concluait le « De nombreux jeunes visent approuver les termes.

Nous avons à peine terminés que nous vîmes déboucher des policiers, talkie walkie à la main, qui visiblement nous recherchaient. En vain, nous étions déjà repartis...

Le Collectif national
Jeune Royaliste

sectes :

la communion du satan



Le suicide — massacre de Jonestown n'est sans doute pas quelque chose d'isolé : voilà un événement qui résume dans l'atroce ce que l'Amérique vit quotidiennement de façon diluée. Jonestown est le symbole d'une époque et un avertissement pour l'avenir.

Tiens, tiens : personne ne s'y attendait donc?! La tragédie de Jonestown était pourtant dans le domaine du possible depuis une décennie déjà — et puis brusquement l'histoire frappe... Comme ils disaient « le choc du futur ». Il faut dire que l'ambiance en ce moment est très mauvaise aux Etats-Unis : il y a eu la guerre du Vietnam et la saga des années 60, idéalisée et déjà « historisée », les hippies de San Francisco, les marches pour la paix, le tout sur fond de rock et puis la queue de toute cette chienlit : le Watergate. Masques et mascarade en effet : années bigarrées du psychédélisme et de l'émeute dans les quartiers noirs. Et puis après la fausse joie des drogues et la guerre pourrie et pourrissante, ce sont les années 70 : l'ennui terrasse le pays qui cherche des excitants en vivant de nostalgies, la jeunesse révoltée rentre dans le rang car elle est au fond docile, quand il s'agit de la pratique, elle n'est pas si téméraire que cela; c'est l'écroulement brutal de tous les rêves et le cynisme punk prend la place de la naïveté hippie.

Le meilleur de l'Amérique sort et le plus mauvais attend et la saisit toute. L'Indien, le Noir, le pionnier : le courage opiniâ-

tre, le rire et la musique, le voyage de ces hommes qui vivent cette nature merveilleuse qui leur est donnée, comme un véritable « mystère » au sens religieux; mais, plus fort que tout, la puissance de l'argent, l'usure implacable et la séparation du temporel et du spirituel en même temps que la liaison entre la réussite matérielle et le divin. « In God we trust » sur le dollar!

A l'heure actuelle, la Californie et Los Angeles notamment, sont le champ d'une gigantesque partouze spiritualiste-satanique, degré de pourriture hyper-avancé. Des millions d'Américains font plus ou moins partie de sectes, cela est une chose entendue et il y en a de toutes sortes; mais depuis quelques temps, les sectes dites dures (genre « adorateurs de Satan ») ont un succès inquiétant. Dans un monde mou, plongé dans l'acédie, terriblement nul spirituellement, où la religion officielle s'est affadie, où souvent les pasteurs et prêtres ne sont que les gardiens respectés de la morale des classes moyennes, apparaît une véritable rage pseudo-mystique tournée vers la mort (avec à l'horizon le suicide) et le sexe (prostitution sacrée...)

La jeunesse américaine a un besoin tragique d'exorcisme. Car c'est de la jeunesse qu'il s'agit

surtout : ainsi la moyenne d'âge des dangereux séides de l'honorable Monsieur Moon est de 24 ans aux USA (37000 adeptes dans ce pays). Ici, sans tout expliquer, le phénomène de la drogue est, semble-t-il, la clef de bien des choses. La trajectoire d'un « sectateur moyen » est assez simple : marijuana à 12 ans, LSD à 15, héroïne à 18, secte à 20. Voilà le programme. Un être exténué par la drogue va rechercher un prolongement à sa vie qu'il sait dans l'impasse en se livrant corps et âme à un « substitut non chimique », il va essayer de tenir sans narcotiques tout en maintenant son « extase » par des moyens « naturels ». Pour chasser la nostalgie vicieuse de la drogue, les sectes dures présentent beaucoup d'avantages : l'intoxiqué se trouve pris en mains, on donne un but à son existence; il est d'autre part systématiquement privé de nourriture et de sommeil, abruti par des litanies et slogans incessamment répétés, par des rituels lancinants, son désir s'use, s'inverse vers la mort et se fixe sur de fausses icônes, aussi bien que sur un être idéalisé qui devient divinité même; il perd le sens du temps, de la réalité.

Cette caricature atroce du monachisme, de l'ascèse et de la vie spirituelle fonctionne d'autant mieux que l'ancien drogué croit qu'il est perdu sans cette crispation pseudo-religieuse; s'il perd cette anesthésie du corps et de l'âme que lui procure cette poussée frénétique vers l'extase, il sombre dans la brume et c'est le néant. Un tel scénario fonctionne pour toutes les sortes de désespoirs (extrême pauvreté des Noirs, cancers, etc.).

Toutes les sectes du type « Temple du Peuple », et ce sont de loin les plus puissantes, sont fondées sur cela. Alors là, le suicide est au bout : pourquoi? parce que l'acte le plus fort quand on a goûté à tout et que l'échec est partout, c'est de se tuer. La secte est la seconde impasse après la drogue, voilà la cause d'un sectionnement de l'espérance...

L'acte final de toute religion satanique : tuer ses enfants, sa femme et en finir soi-même. C'est la communion du Satan : passés à côté de la source de vie, ils font la queue pour le cyanure.

Cyrille AUBOYNEAU

algérie: l'après boumedienne



Alger dans l'attente

Nous avons demandé à Paul Balta, journaliste au « Monde », de nous parler de l'Algérie après Boumedienne, et du bilan de celui-ci. Paul Balta a une grande expérience de l'Algérie, où il a passé de longues années. Il est l'auteur d'un livre remarquable sur la question, « L'Algérie de Boumedienne », paru récemment chez Sindbad.

● **ROYALISTE** : L'après-Boumedienne se dessine maintenant, et la personnalisation du pouvoir n'a pas été assez forte en Algérie pour que la succession du chef de l'Etat paraisse insoluble. Les options de Boumedienne seront-elles maintenues ou infléchies ?

Paul BALTA : Il est incontestable que le président Boumedienne a dominé de sa grande stature la scène politique intérieure algérienne. Il a également occupé une place majeure sur la scène internationale en tant que chef de file du mouvement des non-alignés pendant la période 1973-1976 dans la mesure où il a donné à ce mouvement son second souffle. Mais il est vrai qu'il a aussi fait un travail d'équipe, même si on ne voyait pas automatiquement des noms aussi importants que le sien pour prendre la relève. Pendant cette période, la politique intérieure algérienne a été essentiellement fondée sur le développement, dont un des éléments a été la mise en place de structures économiques pour assurer le développement du pays et compléter l'indépendance politique par une indépendance économique. Dans le domaine du

développement, je crois qu'il faut apprécier les choses avec réalisme et pondération. L'Algérie entre 1962 et 1978 a réalisé un travail considérable. En outre, le schéma du développement algérien a été conçu d'une façon cohérente. Et je le dis par comparaison à des pays comme l'Iran, où il y a actuellement une extraordinaire explosion populaire, ou à des pays comme le Nigéria, ou à d'autres pays du Tiers-Monde. Il y a eu aussi un énorme travail dans le cadre de la révolution agraire pour faire sortir les paysans d'un certain nombre d'habitudes ancestrales, d'un mode de vie qui était tout de même assez anachronique.

La politique étrangère, qui a à sa tête M. Boufelfla, ministre des Affaires Etrangères depuis 1963, est fondée sur une notion très forte d'indépendance nationale, ce qui explique la grande compréhension qui existait entre le président Boumedienne et le général de Gaulle, qui pratiquait une politique du même genre. Deuxième point fondamental : la notion de développement à l'échelle du Tiers-Monde, et l'idée lancée par le président Boumedienne à la tribune de l'O.N.U. en

avril 1974, de la nécessité d'instaurer un nouvel ordre international sur tous les plans, pas seulement sur le plan économique. Enfin, le non-alignement, auquel l'Algérie est très fermement attachée. D'ailleurs, on ne voit pas pourquoi la continuité qui a été constatée depuis la guerre d'Algérie serait modifiée actuellement.

● **ROYALISTE** : La révolution algérienne correspondait-elle, en définitive, à un modèle socialiste prédéterminé, ou s'agit-il d'une révolution qui s'est forgée au gré des circonstances ?

P.B. : Elle est très fidèle à une certaine conception que Boumedienne (et un certain nombre de dirigeants arabes) se font de l'Islam. Boumedienne n'a cessé de mettre l'accent sur le fait que l'Islam était révolutionnaire, du moins dans sa première phase historique. Et à partir de là, il a essayé de mettre en place un socialisme d'une nature particulière, qui tient compte aussi des spécificités du peuple algérien, de son environnement méditerranéen, malgré une lourdeur bureaucratique qui vient du modèle soviétique et est un réel danger : Boumedienne la considérait comme telle.

● **ROYALISTE** : La communauté algérienne émigrée est très importante, puisqu'il y a environ 800 000 Algériens en France. Perçoivent-ils le devenir de leur pays avec la même sensibilité que leurs compatriotes vivant en Algérie, ou voient-ils au contraire les choses avec plus de recul ?

P.B. : A mon avis, il y a là un réel problème. Quel que soit l'être humain, il est marqué par le pays où il vit, surtout dans sa jeunesse. Et cela est très net chez les jeunes Algériens vivant en France, même s'ils restent très attachés à leur pays. On sent ces différences lorsqu'ils viennent passer des vacances en Algérie : on sent immédiatement le décalage qui existe entre les jeunes émigrés et les Algériens qui vivent dans leur pays. Je crois, par ailleurs, que le gouvernement algérien aurait souhaité qu'une concertation sérieuse s'établisse avec la France pour assurer à la fois un travail de formation et faciliter le retour et la réinsertion. Cela dit, il ne faut pas se faire trop d'illusions. Quelles que soient les modalités qui seront appliquées, je pense

qu'un certain nombre d'Algériens resteront très probablement en France, en s'assimilant plus ou moins.

● **ROYALISTE** : Sur l'échiquier diplomatique, l'Algérie est apparue comme le phare du non-alignement. En même temps, elle entretient des relations cordiales avec le bloc soviétique, tout en diversifiant ses relations, notamment commerciales, avec les pays capitalistes. Une stratégie aussi multiple est-elle viable ?

P.B. : Vous soulevez un certain nombre de problèmes qui existent réellement. A partir du principe du non-alignement entre les deux blocs, le président Boumedienne a souvent dit qu'il tenait à maintenir la balance égale, et qu'il souhaitait, en fait, que s'affirment des politiques d'indépendance nationale qui évitent cette division du monde en deux blocs et ce genre de confrontations. Son grand espoir était donc que l'Europe affirme plus nettement son indépendance à l'égard de Washington et de Moscou, et même qu'elle l'affirme complètement.

Le livre de Paul Balta, La Stratégie de Boumedienne qui vient de paraître peut être commandé au journal. Prix franco 55 F.

Il souhaitait d'autre part que le Tiers-Monde, et en tout cas le monde arabe, l'Afrique, affirment et pratiquent une politique du même genre. L'autre élément intéressant, c'est qu'à chaque fois que les Etats-Unis se sont montrés particulièrement actifs dans une zone (et, actuellement, le président Boumedienne redoutait beaucoup une « pax americana » au Proche-Orient), il avait tendance, un peu contre son gré, à se rapprocher de l'Union Soviétique pour faire contrepoids. Il y avait ce jeu d'équilibre qu'illustre l'affaire du Sahara Occidental : les Marocains étant très liés commercialement à l'Union Soviétique et politiquement aux Américains, l'Algérie s'est rapprochée économiquement des Etats-Unis. Ceux-ci n'ont pu alors soutenir directement le Maroc : allaient-ils bombarder ou attaquer les réserves de pétrole, d'essence et de gaz dont ils étaient les premiers bénéficiaires ? On ne peut donc ignorer ce pragmatisme algérien.

● **ROYALISTE** : Que dire des relations entre la France et l'Algérie, compte tenu des liens passionnels et historiques qui unissent les deux pays, trois ans après le voyage de Valéry Giscard d'Estaing à Alger ? Ses choix diplomatiques, la politique giscardienne en Afrique ont-ils affecté et détérioré sensiblement les relations franco-algériennes ?

P.B. : Avec de Gaulle et Pompidou, malgré les crises, les choses avaient suivi un certain cours et auraient dû normalement s'améliorer à la suite de la visite du président Giscard d'Estaing en Algérie, qui avait soulevé un immense espoir. Je pense que ce qui a beaucoup affecté les relations, qui s'annonçaient bonnes, c'est l'affaire du Sahara Occidental, dans la mesure où les dirigeants algériens ont eu l'impression que la France avait beaucoup plus soutenu le Maroc, au lieu de rester neutre dans cette affaire, et cela a très lourdement pesé sur les relations entre les deux pays, ainsi que la politique du président Giscard d'Estaing en Afrique, qui paraissait aux Algériens en opposition avec leurs propres conceptions.

● **ROYALISTE** : Et comment la France, le peuple français, sont-ils ressentis par la masse des Algériens ?

P.B. : Ayant passé cinq ans en Algérie, je dois dire que j'ai toujours été atterré de constater combien les Français ne se rendaient pas compte du capital de sympathie dont ils bénéficient en Algérie, et cela sur tous les plans. Il y a dans la masse du peuple algérien, au-delà des frictions politiques officielles, une immense sympathie pour la France et les Français. Par ailleurs, sur le plan culturel, la France ne peut pas ignorer ce que représente l'Algérie. C'est le pays où, aujourd'hui, il y a plus de trois millions d'enfants algériens qui apprennent le français, c'est-à-dire dix ou vingt fois plus que du temps de l'Algérie française. C'est le pays qui achète le plus grand nombre de journaux et de livres français. Cela non plus, on ne peut pas l'ignorer, et je crois que les Français et le gouvernement français n'en ont pas suffisamment pris conscience.

Propos recueillis par
Jacques DESTOUCHES

Larzac : bientôt l'affrontement ?



Larzac : la manifestation la plus importante depuis 2 ans

Les paysans du Larzac sont venus, ont été reçus et s'en sont retournés les mains vides. Partis le 8 novembre de la bergerie, la Blaquièrre, construite sur le périmètre d'extension du camp militaire, ils ont accompli à pieds 710 kilomètres avant d'atteindre fatigués mais contents les portes de Paris samedi 2 décembre.

A leur arrivée, c'est une foule immense de 30 à 40 000 personnes qui les a accompagnés silencieusement jusqu'à la Porte d'Italie témoignant ainsi qu'après huit années de luttes, les paysans du Larzac bénéficiaient toujours d'un large soutien dans la population. Lors de cette manifestation, la plus importante depuis deux ans, des incidents provoqués manifestement par les forces de l'ordre, nous en avons été témoins, ont ponctué le parcours malgré l'attitude résolument non violente des paysans. Incidents qui ont, parmi les jours suivants à la grande presse bourgeoise, de tirer sur les « casseurs » tout en évacuant le problème du Larzac.

Reçus le lendemain, pour la première fois par un représentant d'Yvon Bourges, les paysans se sont entendus dire que l'extension du camp militaire se ferait quand même mais qu'il y aurait remboursement et droit de pacage. Piètre consolation... Un haut fonctionnaire a même affirmé avec cynisme : « Ce n'était pas la peine de venir à pieds à Paris, vous pouviez me téléphoner. » Autant dire que rien n'a changé.

Et pourtant, ils en ont eu du courage et de la ténacité ces paysans depuis le 28 octobre 1971 où ils apprirent en regardant la télévision que Michel Debré, alors ministre de la Défense, avait décidé sur proposition du député UDR de l'Aveyron, Louis-Alexis Delmas, d'étendre le camp de 3 000 à 17 000 hectares. Celui-ci mal informé croyait sauver le pays surnommé « le département de la clé sous la porte » en y amenant des emplois alors que le Larzac depuis 65, grâce à l'arrivée de nombreux jeunes, était en pleine renaissance... Aussi les paysans menacés d'expropriation vont se regrouper formant le « groupe des 103 » et sans leader, sans programme et en marge des partis, inventer de nouvelles formes de luttes. Ils vont recevoir très rapidement des soutiens de tous les horizons politiques comme en témoigne le caractère composite de l'Association de Sauvegarde du Larzac qui va, selon son président, « des gauchistes aux royalistes » (1). Ils feront même un temps l'objet de tentatives de récupération de la part des maoïstes de la Gauche Prolétarienne. En vain. Les paysans préfèrent

garder leur indépendance et sous l'influence du mystique Lanza del Vasto adopter des méthodes non violentes. Ils étonnent et déroutent leurs adversaires par leur audace.

Grâce aux GFA (Groupements Fonciers Agricoles), ils rachètent des terres situées dans le périmètre d'extension du camp et les confient pour vingt-cinq ans à de jeunes agriculteurs. Ils construisent sans permis cinq bergeries dans la zone d'arrivée des obus, font des moissons symboliques, occupent des fermes abandonnées, organisent avec l'appui de l'évêque de Rodez des grèves de la faim. On peut dire que les paysans n'ont jamais manqué d'imagination pour lutter contre l'extension d'un camp qui, au dire de certains militaires, ne servira à rien si ce n'est à expérimenter des armes pour le Tiers-Monde.

Pourtant, le pouvoir n'a pas cédé d'un pouce et l'administration en entamant récemment la procédure préalable aux expropriations a créé un point de non-retour. Chacun reste sur ses positions et l'affrontement apparaît à terme inévitable. D'un côté les tanks, de l'autre les moutons



Les casseurs

et leurs bergers, le tout à 800 m d'altitude sur un plateau dénudé, battu par les vents. Seul Giscard peut désormais résoudre le conflit. En prendra-t-il les moyens ?

Hubert BOCQUILLON

(1) Dossier L... comme LARZAC (éd. Alain Moreau). En vente au journal. Prix franco 42 F.

l'europe verte :

l'espoir déçu

Au moment de la signature du traité de Rome et durant les premières années de sa mise en vigueur, on a bercé les agriculteurs français de l'espoir de voir la France devenir le fournisseur principal de l'Europe verte. Vingt ans plus tard, il y a un grand pays agricole au sein de la C.E.E. : c'est l'Allemagne Fédérale!

La France garde l'image de marque de la nation aux produits de qualité, du pays aux trois cents fromages, de la patrie du Champagne, du Bordeaux et du foie gras. Cela ne suffit pas cependant pour constituer une grande puissance agricole. Une telle puissance existe lorsque la production nationale peut trouver un débouché massif sur le marché intérieur et surtout lorsqu'elle s'écoule pour une bonne part à l'étranger. Or, que constatons-nous actuellement? La balance commerciale agricole qui d'après les prévisions du VII^e Plan devait rapporter, à l'horizon 1980, 20 milliards d'excédents est largement déficitaire. En trois ans le déficit cumulé de la balance des fruits et légumes frais a atteint six milliards de francs. La France n'a exporté en 1977 que 20 000 tonnes de raisins alors qu'elle en a importé 83 000 tonnes, entre autres de pays comme la Belgique! Dès lors, les agriculteurs français qui rêvaient naguère de coloniser le marché européen adoptent maintenant une attitude de méfiance et de repli face à toute extension de la C.E.E.

LE LOBBY CEREALIER...

Paradoxalement ce sont les avantages exorbitants consentis à certains agriculteurs français, les premiers temps de la mise en vigueur du Marché Commun agricole, qui expliquent en partie ce bilan d'ensemble aussi consternant. En 1962, en effet, les céréaliers et les betteraviers français qui constituaient — et constituent encore — un lobby puissant obtinrent avec le soutien allemand que le prix communautaire pour leurs produits soit fixé à un seuil sensiblement supérieur à celui du prix français et que l'évolution future de ce prix soit assurée de façon à leur garantir le maintien de cet avantage; il en résulta immédiatement pour eux une plus-value que l'on peut chiffrer à 15 ou 20 %. Qui plus est, les céréaliers, handicapés dans leurs exportations par cette hausse des prix obtinrent la création d'une caisse de compensation à l'échelon européen : de la sorte, ils

exportent sur le marché extérieur au prix mondial et se font rembourser la différence entre ce prix et le prix européen par la caisse de compensation. Actuellement encore les productions céréalières et sucrières constituent un îlot de prospérité dans la médiocrité agricole française.

...CONTRE LES ELEVEURS FRANCAIS

Mais les privilèges accordés ainsi aux grands exploitants du Bassin Parisien n'ont pas tardé à produire un effet de boomerang. Les céréales ne servent pas seulement à faire des pains, des biscottes ou des pâtes : elles sont également susceptibles de former la base de l'alimentation du cheptel. C'est dire que le coût des productions animales en France, qu'il s'agisse du bétail de boucherie ou de l'élevage laitier a considérablement renchéri. Pendant ce temps nos voisins alimentaient leur bétail avec du soja et plus récemment du manioc acheté hors-marché commun. Le traité de Rome prévoit bien que les importateurs de produits agricoles en provenance de puissances tierces doivent être pénalisés par le paiement d'une taxe dont le produit est versé au Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (F.E.O.G.A.) : mais justement soja et manioc ont bénéficié d'une dérogation.

A ce jeu, les autres pays du Marché Commun arrivent facilement à obtenir un élevage plus compétitif que le nôtre. Le litre de lait au Danemark coûte 0,80 F contre 1 F en France et le prix de revient du kilo de porc hollandais nourri au manioc est de 13 centimes contre 60 centimes pour le kilo de porc français nourri aux céréales. Et les éleveurs français sont contraints de pratiquer des prix à la fois trop élevés pour affronter la concurrence de nos partenaires et trop comprimés pour éponger le coût des aliments de base. Actuellement, la France achète pour 4 milliards de francs de viande de porc à nos partenaires. D'autre part, la France en est à 2,2 millions de tonnes de soja importés pour 1977. Coût de la



plaisanterie : environ 1 milliard de francs. Et c'est l'Allemagne qui rafle en ce moment les marchés du lait et de l'emmental en Italie. Ajoutons qu'arrivé à un certain stade se produisent des phénomènes cumulatifs. L'agriculteur français, parce qu'il a des marges bénéficiaires plus étroites que ses concurrents, bien que vendant plus cher, a moins de possibilités d'équipement : par exemple, avec un litre de lait, il ne pourrait acheter que 150 grammes de pesticides contre 300 grammes pour son collègue hollandais, et il lui faudrait trente tonnes de lait pour se payer un tracteur (contre 20 tonnes pour l'Allemand). Mais par la même occasion, ses possibilités de rationaliser son exploitation et de devenir compétitif sont encore réduites.

ENTRE LE FRANC DEVALUEE...

A vrai dire, tous ces phénomènes sont aggravés par les disparités et les désordres monétaires au sein de l'Europe des Neuf. Le franc est une monnaie bien plus faible que le florin hollandais ou le deutschmark. Dès lors, la France est pénalisée lorsqu'elle importe les matières premières, les sources d'énergie et les machines employées par son agriculture. A cela, dira-t-on, le Marché Commun ne peut rien. Certes. Mais, il pourrait au moins éviter d'aggraver les distorsions existantes. La faiblesse de la monnaie française devrait en principe favoriser ses exportations agricoles. Eh bien, non! Car, lorsque la France a procédé à la dévaluation de sa monnaie en 1969, la CEE a rispoté en instaurant les monnaies vertes et les montants compensatoires. Le Franc vert est un franc fictif non dévalué employé dans





les transactions agricoles. Lorsque la France vend, par exemple à l'Allemagne, elle doit payer une pénalité ou montant compensatoire correspondant à la différence entre franc réel et franc vert. Et comme l'Allemagne a, elle, réévalué son deutschmark elle touche un montant compensatoire chaque fois qu'elle exporte. De telle sorte que les jongleries monétaires venant aggraver notre faible compétitivité les dénivellations de prix agricoles entre les deux nations sont de l'ordre de 30 à 40 %. Au fait, comment se dit « cocu » en volapuck ?

... ET LA BUREAUCRATIE DE BRUXELLES

Par ailleurs, les mécanismes bureaucratiques de la C.E.E. rendent quasiment impossible toute correction efficace des aléas du marché. Dès qu'il y a surproduction en matière agricole, les prix s'effondrent.

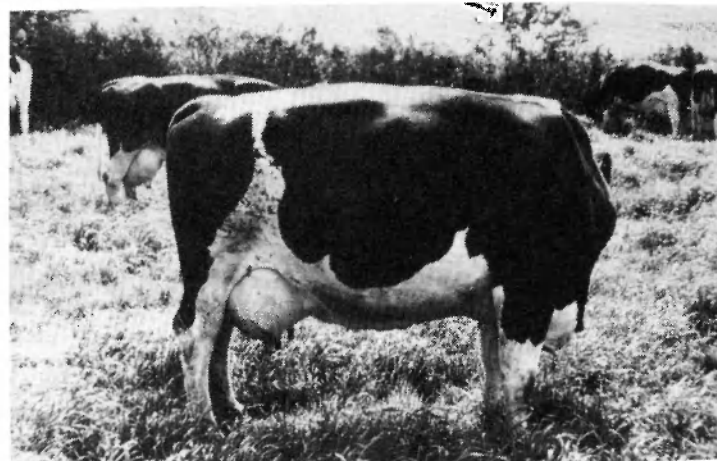
Cet effondrement des prix est d'une ampleur bien plus grande que la variation de la production : pour une surproduction de 10 % l'effondrement des prix pourra atteindre 50 ou 60 %. La seule façon de pallier ces accès d'engorgement soudain de tel ou tel marché est de faire réguler les flux de distribution par les organismes professionnels sous le contrôle de l'Etat et pour les productions à incidence locale sous le contrôle de la région. Mais la machinerie bruxelloise est trop éloignée des problèmes, trop lourde et trop complexe pour intervenir utilement et à temps surtout lorsqu'il s'agit de produits aussi périssables que les fruits ou les légumes.

Compte-tenu de cette situation, l'élargissement prochain de la C.E.E. à l'Espagne, au Portu-

gal et à la Grèce peut-il porter un nouveau coup qui serait définitivement fatal à notre agriculture comme le soutient le Parti Communiste ? C'est tout de même beaucoup dire. La plupart des producteurs de ces pays méditerranéens n'occupent pas de créneaux où nous sommes déjà installés : la France ne compte guère en matière d'agrumes ou d'huile d'olive et l'entrée de l'Espagne gênera davantage sur ce point l'Italie que nous. Quand au vin languedocien trop peu alcoolisé au goût des consommateurs, il faut de toute façon le couper avec un vin étranger. C'est l'Italie aujourd'hui, ce peut-être l'Espagne aussi bien demain. Et de toute façon, le public délaisse de plus en plus le « gros rouge » pour des vins de pays ou des V.D.Q.S. terrains sur lesquels nous sommes de taille à soutenir la concurrence des autres pays méditerranéens. Reste évidemment le problème de nos pêches, abricots et tomates qui vont eux être sérieusement concurrencés par les produits du Levant espagnol, du Portugal et de Grèce, où les conditions climatiques sont incomparablement plus favorables, que chez nous. Ceci dit, il n'est pas impossible de limiter les effets de cette concurrence. Pourquoi ne pas imiter les Allemands, qui en aidant à créer les syndicats agricoles grecs sont parvenus à s'inféoder cette nation sur le plan agricole ? On pourrait très bien envisager que la France aide l'Espagne à créer des coopératives agricoles et en échange négocie une répartition des types de pêches entre les deux pays de façon à éviter la compétition sur le même terrain.

LE REDRESSEMENT POSSIBLE

En fait, le redressement de la situation de notre agriculture reste encore possible. Mais à deux conditions. D'abord, que nos gouvernants cessent d'avoir la religion du Marché Commun. De Gaulle n'hésitait pas à pratiquer des marchandages serrés avec nos partenaires quitte à pratiquer le chantage au départ de la France. Une telle politique est maintenant abandonnée : nos dirigeants acceptent des propositions dont ils connaissent pourtant la nocivité uniquement par peur d'être traités de mauvais européens. Autrement dit, l'idéologie l'emporte désormais sur le sens de l'intérêt national. Or, nous avons vu à quel point le Marché Commun



avait pu nous être nuisible dans de nombreux cas. Seuls les céréaliers sont convaincus du contraire ce en quoi, même de leur point de vue, corporatiste, ils n'ont pas forcément raison : leur remarquable organisation leur aurait sans doute permis avec ou sans Europe verte de conquérir les marchés européens.

Et cela nous amène à un deuxième impératif : la gestion de l'agriculture française doit cesser d'être un compromis boiteux entre lobbies plus ou moins inégaux. Il faut qu'elle soit soutenue par une volonté politique d'ensemble cohérente. Ainsi, il est urgent de déloger les céréaliers et sucriers de leur commodité et abusive rente de situation européenne pour sauver le reste de l'agriculture. Et à l'inverse, il conviendrait de stimuler les gros producteurs du Bassin Parisien en leur faisant gagner à coup de négociations diplomatiques des marchés dans les pays du Tiers-monde. Beaucoup d'entre eux redoutent en effet d'être à la merci des exigences politiques américaines uniquement parce que le « food power » des Etats-Unis leur permet de les étrangler à volonté. Après tout, c'est ainsi que l'Amérique a fait tomber le gouvernement d'Allende au Chili en 1973.

LE PETROLE DE LA FRANCE

De même, c'est une volonté politique qui peut nous permettre de remédier à deux de nos carences les plus flagrantes : la faiblesse de notre industrie agro-alimentaire et le poids excessif du foncier dans le coût de l'exploitation agricole. Dans le premier domaine, le pronostic que l'on peut être amené à faire est relativement sombre dans la mesure où au niveau international la place est

déjà prise par des trusts comme Nestlé et Unilever. Il y a cependant la possibilité d'améliorer nos positions pour peu qu'un plan agro-alimentaire analogue mutatis mutandis au Plan Calcul soit élaboré... et surtout mené à bien !

En ce qui concerne le problème foncier le mal et le remède sont en nous : les Français, ce peuple de paysans qui a fait la Révolution contre les seigneurs pour avoir la propriété éminente du sol ont une sensibilité d'écorchés vifs en la matière, sensibilité que l'on ne rencontre nulle part ailleurs en Europe. Il appartient à un Etat stable de peu à peu dépassionner le débat et du même coup de freiner les spéculateurs sur le sol. Vaste tâche capétienne !

Enfin cette volonté politique doit jouer pour nous faire progresser dans les domaines où nous avons déjà des positions solides. Nos produits ont une image de marque très positive. Raison de plus pour inciter nos producteurs de camembert et de Brie à attaquer moins superficiellement le marché américain qu'ils ne l'ont fait et à empêcher nos producteurs de fruits de qualité d'abandonner le marché allemand pour le marché anglais alors qu'ils avaient la possibilité de tenir les deux. Oui, l'agriculture peut devenir (ou redevenir) « le pétrole de la France » pour reprendre l'expression d'un ancien ministre. Encore faut-il qu'elle sorte de sa routine, de ses égoïsmes poujadistes et cesse de croire au Père Noël bruxellois.

Étude réalisée par
la Cellule Économie

vers un syndicalisme révolutionnaire ?

A l'heure où la C.G.T. vient de tenir son 40^e Congrès, et tandis que la C.F.D.T. s'affaire aux préparatifs de son 38^e Congrès à Brest en mai prochain, il devient nécessaire de trouver une justification au phénomène syndical en France, qui vit sous le double effet d'une torpeur appesantissante et de débats internes qui posent souvent des problèmes de fond.

A cet égard, il est utile de lire le récent ouvrage de Stéphane Chatillon, « Pourquoi la division syndicale » (1), qui déduit de l'histoire comparée du syndicalisme et de la vie politique une explication de la situation actuelle du syndicalisme français, profondément divisé, et tourmenté par ses ambiguïtés.

L'essentiel du mouvement syndical vit encore, et pour longtemps, sur la défaite de la gauche en mars dernier. La déception des Français à l'égard des partis de gauche rejaillit largement sur les syndicats qui en ont partagé les options. Faut-il donner raison aux syndicats « réformistes » ? Le livre de Chatillon a le mérite de mettre en évidence la difficulté de respecter à la lettre la Charte d'Amiens de 1906, qui consacrait le principe du non-engagement politique du mouvement syndical. Elaboré lors d'un Congrès de la C.G.T., un tel document laisse à réfléchir. Paradoxalement, on reprochera aux syndicats de n'avoir pas assez « fait de politique », c'est-à-dire de n'avoir pas su mener une analyse et une critique vraiment indépendantes et originales de la politique socio-économique de Barre et de Giscard, de n'avoir pas su en tirer les conclusions révolutionnaires qui s'imposaient. Le piège réformiste où se sont faits prendre les syndicats « de gauche », c'était précisément l'espoir — illusion ? — de pouvoir mener un jour des négociations harmonieuses avec un gouvernement « de gauche ».

L'étude de Chatillon aborde de nombreux problèmes, mais souvent en tangente. On y trouve

les intéressantes prémisses d'une réflexion sur le rôle des syndicats, sur l'action syndicale française qui, dotée de moyens plus modestes que d'autres syndicalismes européens, est arrivée quand même à des résultats au moins comparables sur le plan de la satisfaction des revendications. On pourra comparer ce constat aux idées de Mancur Olson, dont le livre « Logique de l'action collective » (2) est paru récemment

en France. Il explique le faible taux de mobilisation syndicale des travailleurs par le fait qu'une action revendicative efficace menée par quelques-uns profite finalement à tous. Par conséquent, l'efficacité de l'action syndicale ne vient pas d'une prise de conscience des intérêts communs, mais de l'assimilation par certains militants très engagés de leur intérêt propre et de cet intérêt commun.

Si l'on accepte ce constat, c'est bien l'appareil syndical qui se trouve mis en cause, qui institutionnalise ce décalage et qui

décourage la mobilisation militante, facteur essentiel. Il est certain qu'une mobilisation de tous les citoyens sur le terrain de leurs responsabilités politiques est le préalable à la naissance, à partir des syndicalismes en échec, d'un vaste syndicalisme révolutionnaire. Un sujet sur lequel il y aura à revenir plus d'une fois.

J.D.

(1) Stéphane Chatillon — Pourquoi la division syndicale ? — Editions Economica, 1978 — Prix franco 58 F

(2) Mancur Olson — Logique de l'action collective, P.U.F., 1978 — Prix franco 75 F



vers un sursaut gaulliste ?

Depuis la mort du Général de Gaulle en 70 et le départ de Chirac de Matignon cinq ans plus tard, le gaullisme se dissout et menace de perdre son identité. Cette désagrégation, cette décadence fait mal, mal à la peau de gaulliste d'Alexandre Sanguinetti (1). Aussi celui-ci en appelle à un sursaut. Sursaut qui ne se fera qu'en retournant aux sources du gaullisme et contre Giscard d'Estaing.

Comme un général qui tente de rassembler une armée en déroute, Sanguinetti harangue les militants gaullistes en un style direct qui ressemble bien au personnage de tous les jours. « Il ne peut y avoir indépendance de la Nation sans liberté du citoyen, mais il ne peut y avoir liberté du citoyen sans indépendance ». C'est pour avoir défendu ces deux éléments indissociables que de Gaulle a incarné le destin de la France à trois occasions. En 40, pendant la Résistance, en 44 à la Libération puis en 58 quand la IV^e agonisait. C'était alors le bon temps, l'âge d'or du gaullisme soupire Sanguinetti. Depuis le gaullisme est retombé dans l'ornière du conser-

vatisme. Mais le plus grand danger ne vient pas de l'opposition mais du centrisme dont Giscard est l'émanation. « Le centrisme n'est pas un parti, c'est un état d'esprit, un comportement, une démission permanente, un renoncement ». Renoncement de la France à jouer un destin dans le monde par son intégration dans un nouveau « Saint Empire Germano-Américain ». Renoncement à une réforme de la société pour plus de justice par le maintien d'un libéralisme désuet.

Giscard symbolise tout ce que le gaullisme a combattu. Or, que font les gaullistes ? Rien ! constate amèrement San-

guinetti. Le mouvement gaulliste est devenu une machine électorale dont les idées sont récupérées par tout le monde.

« Nous acceptons des renoncements, et bientôt, nous ne serons plus gaullistes ». C'est l'impasse. Pour s'en sortir, une seule solution : l'opposition affirme-t-il sinon c'est la mort du gaullisme à plus ou moins longue échéance. Aussi Sanguinetti s'interroge-t-il sur la tactique de Chirac sans remettre en doute sa fidélité au gaullisme.

L'attitude contradictoire du groupe parlementaire gaulliste lors du vote de l'alignement de la TVA sur le modèle communautaire n'a fait que confirmer l'impasse du RPR et la justesse de sa position. Sanguinetti a raison, mais il est seul... Et puis, que peut-être le gaullisme sans de Gaulle ?

Hubert BOCQUILLON

— Alexandre Sanguinetti : « J'ai mal à ma peau de Gaulliste » — Collection « Humeur ». Prix franco 39 F.

La littérature, les livres... une religion, un opium, une libération? Penser qu'il est une catégorie d'hommes (dont on fait plus ou moins partie) qui a voué son existence à cette magie jusqu'à les confondre dans un même rêve! Aliénation, ou au moins piège, le risque est certain. C'est pour cela qu'il m'arrive de me rebeller (ou de me défendre?) contre l'homme de lettres que volontiers j'accuserais de mauvaise ivresse, de mystification. De mensonge adroitement distillé au point de s'y laisser prendre lui-même. Je n'explique pas autrement mon rapport à Drieu la Rochelle, qui me paraît le type même de la victime littéraire. Le livre fort intéressant que vient de lui consacrer Dominique Desanti n'a fait que confirmer mon impression (1). D'ailleurs l'intérêt que Drieu provoque partout, et surtout chez ceux qui devraient le vouer à l'oubli du maudit, est plus qu'un indice. Il est l'image même, l'archétype enfoui dans un abîme intérieur, plus dangereux que la pire des sirènes. Dans le numéro spécial du *Magazine Littéraire*, c'est l'article le plus dur que j'ai retenu, celui d'Henri François Rey : « *On dit que c'était un faible. Point du tout. En fait, il n'était rien de constitué, il n'existait que dans l'instant et sans doute vécu toute sa vie dans la terreur de n'être qu'une sorte d'éphémère à chaque seconde menacé par l'anéantissement.* » Mais n'est-ce pas le propre de tout animal littéraire, du moins de celui qui poursuit dans la création celui qu'il voudrait être, mais dont l'être est anéanti par le paraître.

Dieu merci, l'écrivain peut déjouer le piège, répondre en lui à un appel encore plus impérieux, à une véritable vocation. Faut-il rappeler Bernanos : « *J'ignore pour qui j'écris, mais je sais pourquoi j'écris. J'écris pour me justifier. — Aux yeux de qui?... Aux yeux de l'enfant que je fus.* » L'enfant prêt à bondir pour prendre l'injustice à la gorge et dont le regard est accusation muette de l'imposture. Alors, surtout ne pas mentir, être le médiateur d'une vérité qui veut la création pour s'affirmer, se faire reconnaître, s'incruster dans le cœur et la chair du lecteur dont l'écrivain s'empare (sacré privilège!). Ce peut être exploration, découverte inouïe ou plus simplement regard neuf, accueil miraculeux de l'esprit et des sens, alchimie subjective qui rendra « les faits » avec infiniment plus d'authenticité que l'arsenal de toutes les méthodes objectives d'observation.

« L'AVENIR EST EN RETARD »

Cette alchimie, je l'ai retrouvée dans le dernier livre de Gérard Guégan (2), avec une écriture dont il faudrait dire qu'elle est d'un rare bonheur, si les personnages évoqués ne se rapportaient à un coin de l'Enfer. Est-ce bien la vérité que cet univers bas, cet espace cloisonné, ces gestes vides, ces sentiments étriés, ces bouts de passions mécaniques, la terre sans ciel, la mer sans soleil? A croire que pour le peuple du métro, les milliers d'inconnus qui finissent par s'identifier aux personnages de Guégan, la vie se réduit sinon au désespoir, du moins à une morne insignifiance quand ce n'est pas à une sottise plus bête que l'absurde parce qu'elle sourd de la méchanceté. Quelqu'un me disait : « A-t-il le droit de fermer aux gens l'intériorité profonde, l'hypothèse du salut? » Sans doute. Puisque j'ai déjà

l'avenir est en retard



par
gérard
leclerc

évoqué Bernanos, lui aussi avait son enfer, son monsieur Ouine, l'un et l'autre non hypothétiques : « *Je me répète la parole de Newman mourant : je n'ai jamais péché contre la lumière. Hélas!* ». Et puis cette investigation du fait divers n'est sans doute pas dépourvue de tendresse. L'ancien *Détective*, celui que lisait Simone de Beauvoir, aurait trouvé son gibier dans ces quinze histoires vraies, mais sans s'identifier aussi totalement à la démarche du malheur. Enfin, signifier que l'avenir est en retard, dire l'insignifiance et la sottise, ce peut être aussi l'expression d'une immense colère, et d'une révolte tendue au point le plus extrême. Car la retenue, la sécheresse contrôlée accumulent d'étonnantes charges de dynamite!

N'empêche, ce livre vient quand même à son heure. Paradoxe : Dans une collection intitulée *Un jour futur* qui rassemble, explique l'éditeur « *un groupe d'écrivains, peu connus ou déjà célèbres, mais tous visionnaires, révoltés et poètes. Ici pas de règles à calculer, pas de géomètres du futur. Mais plutôt une série de prémonitions, étonnantes et lyriques, sur le devenir de l'homme.* » Résultat, ces quinze nouvelles qui nous font toucher l'abîme. Même pas. Le train s'est arrêté, il n'ira pas plus loin. L'avenir n'existe pas. Alors, le jour futur... Comment ne pas reconnaître l'air du temps dans ces faits divers, car les faits divers sont la vie même, la substance des choses, le terreau de l'histoire, et d'ailleurs la matière des plus grands livres et des tragédies les plus sublimes. Bref, les titres des journaux, les analyses des sociologues, la crise, le chômage, le phénomène punk, la névrose, la télé, tout se ramène au fait divers et peu importe que les médias nous serinent la morosité en la dénonçant. Qui voulait changer la vie, misère!

LE DECLIN DU COURAGE

Comment expliquer cette dégringolade, la baisse générale de tonus, presque la peur de

vivre. Puisque nous en sommes aux lectures, j'ai lu successivement un article de Philippe de Saint Robert publié dans *le Monde* (3) et le discours prononcé à Harvard par Alexandre Soljénitsyne (4). Tous deux répondaient à ces questions, et si leurs vues n'étaient pas identiques sur bien des points d'analyse politique, leur diagnostic de fond se révélait fondamentalement le même.

Soljénitsyne : « *Le déclin du courage est peut-être ce qui frappe le plus un regard étranger dans l'Occident d'aujourd'hui. Le courage civique a déserté non seulement le monde occidental dans son ensemble, mais même chacun des pays, qui le composent, chacun de ses gouvernements, chacun de ses partis, ainsi que bien entendu, l'organisation des Nations Unies. Le déclin du courage est particulièrement sensible dans la couche dirigeante et dans la couche intellectuelle dominante, d'où l'impression que le courage a déserté la société tout entière. Bien sûr, il y a encore beaucoup de courage individuel, mais ce ne sont pas ces gens-là qui donnent sa direction à la vie de la société. Les fonctionnaires politiques et intellectuels manifestent ce déclin, cette faiblesse, cette irrésolution dans leurs actes, dans leurs discours, et plus encore dans les considérations théoriques qu'ils fournissent complaisamment pour prouver que cette manière d'agir, qui fonde la politique d'un Etat sur la lâcheté et la servilité, est pragmatique, rationnelle et justifiée, à quelque hauteur intellectuelle et morale qu'on se place... Faut-il rappeler que le déclin du courage a toujours été considéré comme le signe avant-coureur de la fin.* »

Philippe de Saint Robert : « *Le propre du pouvoir actuel est de n'avoir le courage de rien. Le Général de Gaulle nous apprit jadis à quel point la parole peut être une action. Aujourd'hui la parole est, au contraire, utilisée pour ne pas agir. Lorsqu'on nous parlait naguère de la France, on faisait appel à notre mémoire, donc à une force d'émotion et de motivations que notre pudeur n'inhibait pas, mais secrètement canalisait. A présent, lorsqu'on nous parle de l'Europe, d'une Europe sans passé et sans avenir, c'est à notre puissance d'oubli que l'on fait confiance. Le comportement du chef de l'Etat est à cet égard absolument symbolique d'une politique qui a de puissantes connivences et au terme de laquelle la mémoire sert non pas à se souvenir mais à oublier, non pas à assumer une continuité, mais à consommer une rupture. Pour une nation qui se trouve prise, comme on ne cesse de nous le dire dans une « crise de civilisation », c'est une processus absolument diabolique.* »

Dans un siècle, à ce train, nous serons moins peuplés que sous Philippe le Bel... Comment remonter la pente du renoncement et du découragement? Reprendre courage, c'est reprendre cœur. Il n'y a rien de plus urgent.

Gérard LECLERC

(1) Dominique Desanti — Drieu La Rochelle, le séducteur mystifié — Flammarion — En vente au journal — Prix franco 66 F.

(2) Gérard Guégan — L'avenir est en retard — Albin Michel — En vente au journal — Prix franco 41 F.

(3) *Le Monde* du 9 décembre 1978.

(4) Alexandre Soljénitsyne — Le déclin du courage — Le Seuil — En vente au journal — Prix franco 21 F.

le trésor des contes

La France, nation fortunée, nation au Trésor, ce Trésor des Contes merveilleusement trouvé, gardé avec une fidélité très créatrice, et offert avec grâce par Henri Pourrat à la nation française en mémoire de la France, afin qu'elle se souvienne d'elle et ne s'oublie pas.

Ces contes populaires distinguent, dans le genre Brigands, le fin voleur du larron. Au fin voleur (sa finesse rachète son péché) convient au mieux le verbe *voleur*, dont l'étymologie nous apprend qu'il est un emploi métaphorique de voler au sens de l'oiseau; l'on disait autrefois de l'oiseau de proie qu'il « volait la perdrix », l'oiseleur qui « vole » les oiseaux a confirmé cette curieuse métaphore. Le fin voleur, comme l'oiseleur, rachète par son art tout en finesse, le péché de dérober. Le fin voleur joue de bons tours aux riches (le vol apparaît comme un superflu) bien-aimé du peuple, il est fort proche du voleur justicier, du hors-la-loi qui a recours aux forêts contre l'iniquité des riches.

Brigander n'est pas voler, ce tour ailé, ce passe-passe dansé, danse d'oiseau du fin voleur. Le brigand, c'est le mercenaire pillard, d'une brigade sans solde qui se paye sur les paysans. Les brigands pillent, violent et tuent par cruauté; certains parviennent par brigues à devenir notables d'une ville, ou chefs de partis.

Les bandes armées des brigands terrorisent les campagnes, ces *menées* (ou *maïsnies* en Français d'hier) pactisent avec le diable, imitent ses équipées, les paysans les confondent sous le nom qui fut célèbre de *maïsnie Herllequin*, ailleurs *Robert le Diable* (modèle de *Robert* dans *Gaspard des Montagnes*, très admirable roman de Henri Pourrat).

Les vices du brigand font de lui un ogre, vice de sale connivence avec l'usure, puisque ogre (décrit Littré) désigne aussi l'usurier.

L'ogre n'est pas si loin de nous que ne voudrait nous le faire croire le nom savant d'anthropophage. Et vrai les Contes de Pourrat content que les brigands horriblement souvent sont ogres. L'ogre est pris entier par le péché capital de la gourmandise, pour s'en mettre plein la gueule (c'est l'étymologie de gourmandise) jamais pour s'en nourrir,

l'ogre tue son prochain. L'usurier qui mange par pure gourmandise le « sang du pauvre » est le plus atroce des ogres. Que dire d'une nation dont l'usure est l'activité principale? Mille pardons, il n'y a pas d'usure, je parle sans bien savoir de l'innocente « économie » d'une nation moderne, activité qui définit chaque nation de même qu'un homme aujourd'hui répond à la question « qui êtes-vous » par « je travaille pour.. » Vous voyez bien que Pourrat sauve la France, comme il sauve notre langue, notre nation ce sont ces Contes. Un pays est ses fables.

Que le prochain soit « chair baptisée » posait une limite sacrée, la damnation apeurait les ogres, mais quelle limite désacralisée retiendrait les nouveaux ogres, mangeurs d'âmes *meurtries*, les psychiogres? Les Contes transcrits par Pourrat sont une œuvre aussi importante que celle des frères Grimm du point de vue de la connaissance de la sagesse des nations. Merveilleuse pour nous, parce que la langue française est à tel point langue de France chez Pourrat, que la confusion inhérente à chaque langue ici s'absente presque tout à fait, et que la diversité également inhérente aux langues depuis Babel se voit remplacée presque tout à fait par une très belle justice des noms. L'on est heureux en lisant ces Contes comme si l'on entendait les noms secrets des choses, les noms propres des choses.

Nous n'avons besoin que de deux sources pour entendre à plein ces contes. les deux Testaments, dont ces contes empruntent les savoirs et les proverbes. Chaque conte pourrait être décrit comme l'illustration fabuleuse d'un ou plusieurs versets sacrés. La méthode du conte aussi est biblique, parce qu'elle est parabole, parabole qui fabule, qui *fable*. La voix qui « dit, conte et fable » se repose du chant, est



l'entretemps du chant accomplissement juste de la voix humaine. C'est pourquoi la voix qui « fable » résonne encore du chant de la poésie épique (*Gaspard des Montagnes* illustre à merveille l'accord du poème épique et du conte).

Ces contes forment une philosophie naturelle de l'homme ordinaire. Philosophie naturellement tournée vers le surnaturel. De l'homme ordinaire parce que l'homme veut cet ordre profond et caché, pressenti par l'inquiétude et l'embarras, cet ordre commun à retrouver et fonder en communautés, en politique. Que Pourrat ait été royaliste n'est pas du tout étranger à cette mise à jour du Trésor des contes. Philosophie populaire, qui voudra le croire et y consentir après le totalitaire modèle philosophique des systèmes allemands, après les anathèmes de Nietzsche, et les regards par en-dessous du psychanalyste?

Ces Contes sont philosophie non pas pour le peuple mais du peuple, et *chrétienne ordinaire*, quasi naturellement. Pourrat

en transcrivant ces Contes accomplit du plus bel ouvrage politique, l'ordre en politique commence et se commande par l'ordre du langage et des Lettres. Notre espérance grave d'une résurgence de la Royauté exige de « veiller à la bonne entente » de notre langue. Bonne entente qui ne va pas sans un sens de la merveille, commentait Paulhan.

Pourrat a veillé au Trésor des Contes.

Avant de connaître Pourrat, j'espérais que l'on découvrirait plusieurs volumes inconnus de Contes transcrits par Perrault, par miracle. Voici la réponse à l'espoir que la langue française appelait en l'absence des conteurs; et parce que les contes contés par Henri Pourrat égalent ceux de Perrault, c'est un vrai miracle, dieu merci.

Ghislain SARTORIS

Henri Pourrat - Les Brigands - deuxième volume de la nouvelle édition thématique du Trésor des contes -- En vente au journal franco 110 F.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

comment vous rendre compte de notre action ?

Comment faire une page militante lisible ? Comment la présenter de telle manière qu'elle puisse intéresser aussi bien le lecteur au numéro, simple curieux loin de tout engagement, aussi bien que l'adhérent profondément intégré à notre communauté militante ?

Voilà l'éternel problème posé à longueur d'année dans tous les conseils de rédaction de tous les journaux politiques. Dans **Royaliste** c'est la page 11 qui est réservée au mouvement. Jusqu'au dernier numéro, nous ordonnions une dizaine de messages de sections de la N.A.R. autour d'un communiqué de notre Direction générale. Cette présentation avait l'avantage de la clarté mais elle nous obligeait à sélectionner rigoureusement les informations. Pour les militants, cette sélection aurait pu finir par apparaître comme une censure, pour les lecteurs moins impliqués dans notre action, cette page avait un aspect rébarbatif certain. Jamais nous n'avions la place pour le moindre compte rendu, la moindre anecdote amusante ou significative. Voilà pourquoi nous allons essayer de faire un seul article fleuve pour rendre compte de nos actions passées et annoncer nos projets. Nous tenterons d'y mettre le maximum d'informations, mais aussi le maximum de nous-même, le maximum de vie,

afin de faire partager si possible notre enthousiasme.

Comment par exemple aurions-nous pu, dans un bref communiqué, vous dire que pour la réunion publique organisée le samedi 8 décembre à Lille autour de **Pierre Boutang** et **Philippe Vimeux** sur le thème « Le Roi : une légitimité révolutionnaire », les militants lillois ont collé des centaines d'affiches d'1,20 m de haut réalisées par le dynamique atelier de sérigraphie de la fédération du Nord (l'atelier se tient à votre disposition pour toute commande). La réunion dans une salle paraît-il habituée aux débats de l'extrême-gauche et boudée par les autres formations politiques, fut un grand succès qui renforça dans leur détermination les militants du Nord réunis le dimanche 9 pour leur session de formation animée par Vimeux.

Comment aussi donner ce chiffre qui en dit pourtant plus long que tout commentaire sur le dynamisme de la section de **Reims** : 12000 tracts diffusés et des centaines d'affiches pour la réunion du 7 dans un foyer

universitaire avec **Jean-Loup Bernanos** et **Gérard Leclerc** ? Il ne s'agit pas d'autosatisfaction, mais de donner des informations précises qui doivent faire comprendre et le chemin parcouru et le chemin qui reste à faire.

Quittant Reims, **Gérard Leclerc** se rendait à **Bordeaux** où la session du 9 décembre marqua, par le nombre et la qualité des participants, un véritable nouveau démarrage de cette section, fruit d'un an de travail méthodique entrepris par quelques militants bordelais.

Quant à **Bertrand Renouvin**, il a été accueilli le 9 décembre par les abonnés de **Brive-la-Gaillarde** et a tenu à cette occasion une conférence de presse fleuve d'une heure et demie devant un groupe de journalistes passionnés. Il est prévu d'organiser une réunion publique en janvier à Brive où nous n'avions jusqu'à présent aucune implantation militante.

A **Toulouse**, **Bertrand Renouvin** a animé une réunion avec un groupe de royalistes confirmés. La cellule est lancée. Des projets sérieux ont été dressés pour le premier trimestre. Au point de vue de la presse par contre une campagne d'explication s'impose puisque **La Dépêche du Midi** nous explique avec force détails que la Nouvelle Action Royaliste est une scission de la Nouvelle Action Française ! Voilà qui n'est pas triste...

Comme vous pouvez le constater, la Nouvelle Action Royaliste poursuit son travail d'implantation dans toute la France. Il n'y a pas jusqu'à la jeune cellule du **pays de Retz** organisatrice d'une réunion à **Machecoul** le 15 décembre qui n'ait réussi à faire parler d'elle à plusieurs reprises dans un quotidien. Il s'agissait de **Libération** qui rapportait que les paysans éco-

logistes et chouans du Pellerin se réjouissaient de notre prise de position en faveur de leurs luttes.

Et Paris ? **Gérard Leclerc**, à peine rentré de sa tournée en province, vient me voir et n'oublant pas qu'il porte aussi la casquette de Président de la section du XVII^e arrondissement me demande de parler du **cercle des lecteurs de Royaliste** qui réunit nos sympathisants du VIII^e et XVII^e chaque deuxième lundi du mois. Au cours des prochains numéros, il me faudra parler des activités nombreuses des sections de Paris. Je me contenterai de vous rappeler aujourd'hui que vous pouvez rencontrer les militants parisiens de la N.A.R. chaque dimanche aux marchés de la rue de Lévis, de la rue Ordenner (métro Jules Joffrin) place d'Alligre, au marché de la Motte-Piquet-Grenelle, au marché Mouffetard... et aussi chaque mercredi de 17 h 45 à 18 h 45 devant la gare Saint-Lazare, et sur d'autres points de vente du journal tenus chaque semaine, sans oublier les **mercredis de la N.A.R.** qui, à l'exception de la période des congés scolaires, permettent à nos amis de Paris de se rencontrer chaque mercredi de 19 h à 20 h autour d'un buffet et 20 h à 23 h dans un débat très libre sur les sujets les plus variés. Mais **cette page mouvement ne sera vraiment complète et vivante que si vous réagissez** à ses informations que si vous me faites parvenir vos témoignages sur les différentes manifestations de la N.A.R., que si un débat ouvert et public s'instaure sur les moyens de faire connaître l'idée de la monarchie dans la France d'aujourd'hui. Vous seuls pouvez nous dire si nous devons continuer dans la voie que nous tentons pour la première fois dans ce numéro.

P. CHASSARD

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris



par
bertrand
renouvin

la douce France

Ce devait être une grande victoire. Ce fut un échec, masqué par des formules diplomatiques et des explications techniques. A Bruxelles, début décembre, trois pays de la « Communauté européenne » ont refusé de participer au « système monétaire européen » et, si l'Italie revient aujourd'hui sur sa décision, la Grande-Bretagne et l'Irlande maintiennent leur position. Preuve supplémentaire que l'Europe n'existe pas, les accords passés n'étant que le résultat de marchandages où l'« esprit européen » est absent.

LA COMEDIE EUROPEENNE

Ainsi, comme l'écrivait Philippe Saint Robert (1), « la comédie européenne » est le théâtre d'ombres où l'on répète chaque jour la tragi-comédie de notre agonie politique ». La politique giscardienne est en effet inquiétante et comique à la fois :

— M. Giscard d'Estaing s'inquiète de la puissance allemande en Europe, mais il fait des pieds et des mains pour instituer un « système monétaire européen » qui va faire de l'Europe une zone mark.

— M. Giscard d'Estaing refuse une « Europe fédérale » qui serait dominée par les Américains mais il invite MM. Carter, Schmidt et Callaghan à la Guadeloupe en janvier prochain — initiative atlantiste contredisant l'idée d'Europe indépendante qu'il semblait préconiser.

— Ce qui n'empêche pas le gouvernement de M. Giscard d'Estaing de désavouer l'attitude de la Commission de la C.E.E. dans les négociations dites du « Tokio Round », marquant ainsi

son manque d'esprit européen et son refus d'aller jusqu'au bout de la politique de libre-échange — ce dont nous ne saurions d'ailleurs nous plaindre.

Inutile de chercher, dans ce salmigondis, une idée directrice : tiraillé entre ses rêvasseries européennes, ses objectifs de politique intérieure, ses amitiés atlantiques et la pression des divers groupes d'intérêts, le gouvernement français n'a tout simplement pas de politique. Ce qui le rend particulièrement dangereux : variant selon ses humeurs, au gré des nécessités de l'instant, un tel gouvernement peut prendre, à Bruxelles ou à la Guadeloupe, n'importe quelle décision, engager la France dans n'importe quelle aventure, consentir, par faiblesse ou par inconscience, à n'importe quel abandon de souveraineté.

CHIRAC

Dans ces conditions, et malgré les critiques que nous avons toujours faites sur la stratégie de Jacques Chirac, comment ne pas approuver les termes de l'« appel » que le président du RPR a adressé aux Français le 6 décembre ? Quand le gouvernement français se montre incapable d'obtenir des garanties sur les pouvoirs de l'Assemblée européenne, incapable de résister à la concurrence sauvage, incapable de concevoir une politique cohérente, il faut savoir dire non. Ce que Jacques Chirac a fait avec force et clarté, retrouvant les idées essentielles que nous ne cessons de développer.

Mais jusqu'où ira-t-il ? On a beaucoup dit qu'il était contradictoire de faire une déclaration aussi fracassante tout en invitant le groupe RPR à poursuivre la trêve à l'Assemblée. Sans doute M. Chirac n'était-il pas sûr de son groupe, travaillé depuis longtemps par les agents giscardiens. Mais le vote du 11 décembre — par lequel 150 députés RPR rejoints par les communistes ont refusé l'intrusion de l'argent européen dans la prochaine campagne électorale — montre que l'esprit de résistance souffle aussi à l'Assemblée. Dès lors, une grave crise politique ne peut être exclue, pendant la prochaine session parlementaire.

Ainsi passe la gloire politicienne. Alors que M. Giscard d'Estaing semblait dominer le jeu politique il y a quelques semaines encore, il se trouve aujourd'hui dans une situation difficile : malgré le ralliement de Robert Fabre, le rapprochement avec l'opposition de centre-gauche n'est pas réalisé, la désintégra-

tion du groupe RPR ne semble pas possible, et la coalition des chiraquiens et des communistes risque, au printemps, de priver le Président de sa majorité parlementaire.

M. Giscard d'Estaing se résoudra-t-il à dissoudre l'Assemblée ? Souvent dissuasive, l'arme pourrait se retourner contre lui s'il était forcé de l'utiliser : si François Mitterrand réussit à préserver l'unité de son parti, sir le RPR fait une campagne aussi énergique qu'en mars dernier, les giscardiens se trouveront en mauvaise posture et le Président de la République ne pourra plus du tout maîtriser la situation. Nous sommes loin de la vie politique équilibrée et paisible que M. Giscard d'Estaing nous promettait...

D'autant plus que la « douce France » chantée à Vichy par le Président de la République s'enfoncé encore dans la crise économique et sociale. Dans les dix premiers jours de décembre, Usinor a annoncé la suppression de 12000 emplois, tandis que Manufrance, CIT-Alcatel et Creusot-Loire décidaient tour à tour des licenciements. Peu à peu, toutes les régions françaises sont touchées : non seulement le Nord, les Pays de Loire et la Lorraine, mais aussi la Haute-Normandie — où le chômage a augmenté de 24 % en un an — la Franche-Comté (— 18 %) et le Massif Central (— 17 %). Jusqu'où tombera-t-on ? Et jusqu'à quand les Français accepteront-ils de vivre dans la gêne et dans l'angoisse ?

Crise sociale latente, crise politique possible. La tempête fait rage, les voies d'eau se multiplient et, au gouvernail d'un navire démâté, le capitaine rêve aux doux rivages en contemplant les dernières étoiles. Il compte encore sur la chance, et sur les belles paroles qu'il adresse de temps à autre à l'équipage. Mais une partie a les mains molles, et l'autre est prête à la mutinerie.

Pour éviter le naufrage, il faudra des hommes nouveaux et des idées neuves. La gauche n'en a pas : l'ambition personnelle ne fait pas une politique, et le programme commun n'a pas été remplacé. Quant à la droite chiraquienne, son refus de la politique actuelle ne peut lui tenir lieu de projet. Comme il y a vingt ans, nous avons besoin de recourir à un homme indépendant des partis, incarnant la nation tout entière, et décidé à accomplir sa volonté de résistance et son désir de révolution.

Bertrand RENOUVIN

(1) Le Monde - 9 décembre 1978.